

INSTRUCTION

N° 99-008-M22 du 11 janvier 1999

NOR : BUD R 99 00008 J

Texte publié au BOCP

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

ANALYSE

Dispositions d'ordre budgétaire et comptable

Date d'application : 01/01/1999

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ ;
SERVICES MÉDICO-SOCIAUX ; COMPTABILITÉ ; NOMENCLATURE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 98-036-M22 du 19 février 1998

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	TGAP	RF	T	DOM							

DIFFUSION

GT 6

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6ème Sous-direction - Bureau 6B

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des trésoriers gérant des établissements publics sociaux et médico-sociaux, la circulaire interministérielle DAS/DGCP n° 98-747 du 21 décembre 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicable à ces établissements (annexe).

Cette circulaire met à jour les nomenclatures applicables à compter de l'exercice budgétaire et comptable 1999.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6ÈME SOUS-DIRECTION

JEAN-BAPTISTE GILLET

ANNEXE : Circulaire interministérielle DAS/DGCP n° 98-747 du 21 décembre 1998 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable applicables aux établissements publics sociaux et médico-sociaux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE
Bureau 6B

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

LA MINISTRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ
DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE
Bureau TS2

à

Messieurs les PRÉFETS DE RÉGION
Directions régionales des Affaires
sanitaires et sociales
Mesdames et Messieurs
les PRÉFETS DE DÉPARTEMENT
Directions départementales
des Affaires sanitaires et sociales

Madame et Messieurs les
TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX
DE RÉGION
Mesdames et Messieurs
LES TRÉSORIER-PAYEURS GÉNÉRAUX

**Circulaire interministérielle DAS/DGCP n° 98-747 du 21 décembre 1998
portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable
applicables aux établissements publics sociaux et médico-sociaux**

La présente circulaire a pour objet de porter à la connaissance des ordonnateurs et des trésoriers :

- la mise à jour des nomenclatures des établissements publics sociaux et médico-sociaux (arrêté du 12 août 1987 modifié) applicable à compter de l'exercice budgétaire et comptable 1999.

Cet arrêté est inséré dans l'annexe II, tome II de l'instruction M 21 (page 70 à 100).

Comptes à ouvrir pour les exercices budgétaires et comptables 1999 et suivants.

Annexe 1 (page 71 : nomenclature de base), annexe 2 (page 79 : nomenclature simplifiée), annexe 3 (page 84 : nomenclature applicable aux CAT), annexe 4 (page 92 : balance des comptes du grand livre des établissements à caractère social), annexe 5 (balance des comptes du grand livre des C.A.T.).

ANNEXE (suite)

Comptes de la classe 4

- Compte 46328 « Fonds reçus ou déposés - Autres »

- Compte 4714 « Recettes perçues en excédent à réimputer ».

Il convient de préciser que ce compte n'est utilisé que dans le cadre de l'application informatique HTR (module recettes).

Pour un même débiteur, lorsqu'un recouvrement sur un titre de recettes est supérieur au reste à recouvrer et que d'autres titres de recettes ne sont pas recouvrés, l'application HTR va créditer automatiquement la recette perçue en excédent au compte 4714 par le débit du compte 515.

Le comptable devra ensuite réimputer cette recette perçue en excédent sur les titres de recettes non encore recouvrés de ce débiteur. Il débitera le compte 4714 par le crédit du compte de tiers intéressé.

Le compte 478 « Autres comptes transitoires » se subdivise de la manière suivante.

- Compte 4781 « Frais de poursuite rattachés ».

Lorsque les poursuites sont engagées par un comptable direct du Trésor à l'encontre d'un tiers défaillant et que le recouvrement est informatisé, le rattachement des frais de poursuite est comptabilisé conformément aux dispositions de l'instruction n° 89-33 MO du 14 mars 1989. Il convient d'utiliser le compte 4781 au lieu du compte 478.

- Compte 4785 « Ecart de conversion EURO »

Le compte 4785 permet de comptabiliser les écarts constatés lors des opérations de conversion. Ce compte est alimenté automatiquement en débit des écarts de conversion positifs et en crédit des écarts de conversion négatifs.

Le suivi détaillé de ce compte est effectué au journal des opérations diverses P 84.

Le comptable doit apurer ce compte en fin d'exercice.

Si le solde du compte 4785 est créditeur, l'apurement des écarts s'effectue par le crédit du compte 515 « compte au Trésor ». Si le solde du compte est débiteur, l'apurement s'effectue par le débit du compte 515.

- Compte 4788 « Autres comptes transitoires »

Libellés à modifier :

Annexe 1 (page 71), annexe 2 (page 79) et annexe 4 (page 92).

Comptes de la classe 4

Le compte 44311 s'intitule « opérations particulières avec les collectivités d'assistance - contributions versées par les hébergés ».

Le compte 44312 s'intitule « opérations particulières avec les collectivités d'assistance - ressources encaissées par le comptable ».

Comptes à supprimer :

ANNEXE (suite et fin)

Annexe 5 (page 96)

Classe 4

- compte 419171 « provision versée par les hébergés en attente d'admission à l'aide sociale » ;
- compte 419172 « contributions des hébergés admis à l'aide sociale »
- compte 44311 « opérations particulières avec les collectivités d'assistances - contributions versées par les hébergés »
- compte 44312 « opérations particulières avec les collectivités d'assistances - contributions prélevées par le comptable ».

A l'annexe 3 (page 84).

Mêmes comptes que ceux mentionnés pour l'annexe 5 ainsi que le compte 41917 « avances et contributions des hébergés ».

Le Ministre de l'Economie,
des Finances et de l'Industrie
pour le Ministre et par délégation
Le directeur général
de la Comptabilité publique
et par délégation

Le Sous-directeur
chargé de la 6ème Sous-Direction

Jean-Baptiste GILLET

La Ministre de l'Emploi
et de la Solidarité
pour la Ministre et par délégation
Le Directeur de l'Action sociale
et par délégation

Le Sous-Directeur du Travail Social
et des Institutions Sociales

Bernard GARRO